

Talleyrand, un diable d'homme

«La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée.»

Jacques Jourquin Rédacteur en chef de la Revue du Souvenir Napoléonien (mai juin 2000)

Le Sphinx, le Diable boiteux ; pour Chateaubriand « le vice appuyé sur le bras du crime [Fouché] », pour Napoléon « de la m... dans un bas de soie » ; « un diminutif de Mazarin » pour Sainte-Beuve mais pour le tsar « ministre de Louis XIV » ; Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, le personnage le plus célèbre de l'épopée napoléonienne après Napoléon lui-même, défie l'analyse et désespère la synthèse.

Cet évêque apostat, diplomate corrompu et corrupteur, ministre des Relations extérieures menant sa propre politique, grand seigneur mal marié et débauché, assoiffé d'argent et de position sociale plus que de réel pouvoir, a servi quatre rois et un empereur et encore plus de régimes. On dit (mais que n'a-t-on pas dit à son sujet !) que sous la Restauration, Louis XVIII en le recevant lui tint à peu près ce langage. « Si les ancêtres Périgord avaient été plus chanceux que les Capet, le roi et Talleyrand se trouveraient bien l'un en face de l'autre mais à des places inverses » L'histoire en avait décidé autrement. « Asseyez-vous et causons » conclut le roi. Vraie ou fausse, l'anecdote est significative. Le malin Louis XVIII, féru de généalogie, avait bien compris que l'homme qu'il avait en face de lui ne considérait personne comme son supérieur et jugeait que l'ancienneté de sa famille en faisait l'égal des plus grands. Son ancêtre Aldebert interrogé par Hugues Capet : « Qui t'a fait comte ? » lui avait répondu : « Qui t'a fait roi ? »

Fait prince de Bénévent par Napoléon, il négligea de faire les formalités du titre et préférait qu'on l'appelle M. de Talleyrand plutôt que Votre Altesse. « Je suis moins, et peut-être je suis plus. » Tout Talleyrand est là.

On a tenté d'expliquer son comportement par sa jeunesse malheureuse et lui-même s'y est complu. Mais cette explication facile est-elle convaincante ? La déformation de son pied droit due à une chute quand il avait quatre ans (c'est sa version), l'obligea à porter une chaussure orthopédique et à marcher en s'appuyant sur une canne, ce dont il fit d'ailleurs un accessoire de mise en scène. A cette époque quasi préhistorique de la médecine, de tels accidents ou malformations mal soignées étaient fréquents.

Qu'il ait été abandonné aux soins d'une nourrice, puis envoyé chez son arrière-grand-mère paternelle dans le sombre château de Chalais, qu'il soit entré à l'âge de huit ans au fameux collège d'Harcourt à Paris, sans avoir pratiquement rencontré ses parents qu'il ne verra ensuite, brièvement, qu'une fois par semaine, il n'y a là rien d'étonnant selon les mœurs du temps. Qu'il ait réchappé de la petite vérole à onze ans, qu'on ait voulu en faire un homme d'église malgré sa qualité d'aîné, et sans se préoccuper de ses intentions, à cause de sa claudication, et parce que son oncle était évêque coadjuteur de l'archevêque de Reims, qu'on l'ait envoyé au séminaire de Saint-Sulpice au régime redoutable pour un adolescent, ce n'était là encore que très normal.

A vingt-cinq ans, ordonné prêtre, il est abbé commendataire avec dix-huit mille livres de rentes, il porte un grand nom ; infirme, il ne compte plus ses conquêtes féminines. Il n'a pas la foi, qu'importe ! En cette seconde moitié du XVIIIe siècle, dans son milieu, la chose est courante. Le jeune prêtre n'a rien d'un « traumatisé » Il a même largement – si on permet ce mauvais jeu de mots dans son état – le pied à l'étrier pour une carrière qui s'annonce brillante. A la fin de sa vie il dira à Guizot ce mot célèbre : « Qui n'a pas vécu dans les années voisines de 1789 ne sait pas ce que c'est que la douceur de vivre. » Sans aucun doute, l'abbé de Périgord parlait pour lui aussi.

Toute sa vie Talleyrand a recherché le plaisir, la situation sociale et l'argent qui permet d'y accéder, voilà le fond de son caractère. Une grande famille, beaucoup d'esprit, un goût raffiné, une belle intelligence, un sens de la prévision presque divinatoire, une absence totale de scrupules, voilà les outils dont il disposait. Une époque troublée propice à toutes les ambitions et à tous les reniements, de la chance pour passer au travers des obstacles, voilà les circonstances qui l'ont servi. Et qui sait si, sous la monarchie reconstituée, le cardinal de Talleyrand ne serait pas devenu Premier ministre ? Il y a d'illustres précédents.

Ministre, justement, il l'est devenu, des Relations extérieures, le mardi 18 juillet 1797 sous le Directoire dont la corruption lui convient parfaitement. « Nous allons faire une immense fortune » a-t-il déclaré devant témoins à l'annonce de sa nomination. Et comme il a vite compris qu'un certain général, vainqueur en Italie, est peut-être la puissance de demain, il écrit aussitôt à Bonaparte « ... j'ai besoin de me rassurer par le sentiment de ce que votre gloire doit apporter de moyens et de facilités dans les négociations [celles du futur traité de Campoformio]. Le nom seul de Bonaparte est un auxiliaire qui doit tout aplanir. » Le général apprécie cette courtoisie de haute volée. Le 26 octobre il récidive : « Voilà donc la paix faite, et une paix à la Bonaparte [...]. Adieu général pacificateur ! Adieu : amitié, respect, reconnaissance ; on ne sait où

s'arrêter dans cette énumération. » Sainte-Beuve, commentateur admiratif, écrit qu'il lui semble « lire du Voltaire, dans sa lune de miel avec le grand Frédéric. »

Derrière le dithyrambe du ministre, il y a cependant de la sincérité. Talleyrand, qui aime le plaisir et le confort, aime la paix et n'admet en matière de guerre que celles du XVIII^e siècle, celles des princes après lesquelles la vie reprend son cours. On peut à nouveau donner des fêtes et faire des affaires. Il a pour les militaires du mépris intellectuel et vis-à-vis de ceux issus de la Révolution de l'orgueil de classe. « C'est de la crotte » a-t-il tranché. C'est le civil, le diplomate et l'homme d'Etat en devenir qu'il apprécie chez Bonaparte.

TALLEYRAND ET BONAPARTE

Le 6 décembre de la même année, ils se rencontrent à Paris. Un mois plus tard, Talleyrand donne une grande fête en l'honneur de Joséphine qui rentre d'Italie. Il a compris aussi qu'à cette époque, le chemin de Bonaparte passe par Joséphine comme la réussite par le salon des femmes, sinon par leur alcôve. Leur cohabitation va durer dix ans.

Pourquoi l'a-t-il alors encouragé à tenter l'aventureuse expédition d'Egypte en promettant de se faire nommer, pour le seconder, ambassadeur à Constantinople, ce qu'il ne fit pas ? Probablement parce qu'il pensait, comme lui, que le fruit n'était pas mûr et qu'ainsi il gardait deux fers au feu. Et pourquoi pas un troisième, puisque ayant dû céder le ministère en juillet 1799, il avait tenté de prendre contact avec le futur Louis XVIII ? Comme il ne croit à rien sinon à lui-même, son système de précaution est son unique conviction. Le retour d'Egypte réunit à nouveau deux hommes qui avaient besoin l'un de l'autre et qui se fascinaient l'un l'autre. Le soldat de fortune et le diplomate de métier tombaient d'accord pour sortir des excès de la Révolution mais sans la renier, pour éviter d'avoir à devenir l'un, le maréchal Bonaparte d'un roi revenu d'exil, et l'autre, malgré son nom, un réprouvé.

LE DIPLOMATE

Le « prince des diplomates » fut-il un grand diplomate ? La réponse n'a pas cessé d'être controversée. Le traité de Campoformio est l'œuvre du général Bonaparte, d'ailleurs un ministre du Directoire – selon la propre expression de Talleyrand – n'est que « l'éditeur des œuvres d'autrui. » La paix de Lunéville (1801) et celle d'Amiens (1802) sont l'œuvre du Premier consul. La paix de Presbourg (1805) après Austerlitz est l'œuvre de l'Empereur. La paix de Tilsitt (1807) tout autant, après Iéna, Eylau et Friedland. De Chateaubriand, cette conclusion : « Il signait les événements, il ne les faisait pas. » Il faudra attendre 1814 et 1815 au congrès de Vienne (« ce congrès qui danse et ne marche pas ! » selon le prince de Ligne) et les deux traités de Paris, pour voir Talleyrand jouer un rôle de premier plan en politique étrangère, et plus tard 1831, au congrès de Londres, qui donne l'indépendance à la Belgique. Deux congrès qui sont, il faut le préciser, des congrès de renonciation pour les intérêts français, de sauvegarde défensive, si on veut n'en voir que l'aspect positif. Ce qui confirme ce trait du personnage : son habileté à se tirer d'un mauvais pas et à bien gérer des situations de crise provoquées par les autres.

D'où vient donc cette réputation tellement établie ? De son caractère affirmé malgré les apparences, de son comportement énigmatique qui laisse entendre on ne sait quel savoir occulte et de son art consommé de se faire valoir. Talleyrand, inclinant à croire que tout ce qui est exagéré est sans valeur (ou si l'on veut : « N'ayez pas de zèle ») et que l'équilibre européen est un but supérieur à celui des intérêts français à court terme, n'a de cesse de tenter de réfréner l'esprit de conquête de Napoléon qu'il a, plus que quiconque pourtant, aidé à prendre le pouvoir au 18 brumaire. En octobre 1805, frappé par la défaite de Trafalgar, heureusement effacée par la prise d'Ulm, il recommande à son souverain (« j'ai médité sur la paix future ») de séparer l'Angleterre de l'Autriche en fortifiant cette dernière pour qu'elle puisse s'opposer à la Russie. Il soumet un projet de traité très détaillé où la France conserverait les frontières naturelles du Rhin et des Alpes et garderait en Italie, Gênes et le Piémont. Le royaume d'Italie deviendrait indépendant avec un roi choisi par Napoléon qui choisirait aussi le premier magistrat de la Vénétie devenue république. L'Autriche perdrait également des territoires en Allemagne au profit de princes indépendants, mais s'étendrait bien davantage vers l'est aux dépens de l'Empire ottoman. La France et l'Autriche n'auraient ainsi plus de frontière commune et signeraient un pacte de défense contre la Russie. Ce projet, qui ne tenait pas compte de la Prusse, puissance de second ordre, dessinait une nouvelle carte du continent où l'Angleterre n'aurait plus loisir de monter une coalition, dans la droite ligne de la politique étrangère de l'Ancien Régime. On sait ce qu'il advint. Le 2 décembre 1805, Napoléon était vainqueur à Austerlitz et, le 5, Talleyrand ne pouvait plus que lui écrire : « Votre Majesté peut maintenant briser la monarchie autrichienne ou la relever. Une fois brisée, il ne serait pas au pouvoir de Votre Majesté elle-même d'en rassembler les débris épars et d'en recomposer une seule masse. Or, l'existence de cette masse est nécessaire. Elle est indispensable au salut futur des nations civilisées. » Les Alliés de 1919 qui démembrement l'Autriche-Hongrie au traité de Versailles avaient-ils lu Talleyrand ?

Napoléon n'ayant pas retenu ces conseils qu'il jugeait inappropriés et peut-être inconvenants, Talleyrand rentra dans sa

coquille. On peut penser qu'il se contenta, dès lors, de gérer les affaires courantes, retournant, après cette échappée dans la haute diplomatie, à ses affaires financières, à son statut de dignitaire et à sa vie privée, d'ailleurs passablement publique. Tout se passe comme s'il se sentait délié de ses engagements à servir un empereur peu clairvoyant pour s'employer par tous moyens – y compris par la trahison – à son objectif de paix durable européenne inséparable de sa propre tranquillité. Tout en ayant soin de monnayer ce bel idéal de traître : « Quand M. de Talleyrand ne conspire pas, il trafique. » C'est Chateaubriand qui l'a dit.

UN HOMME CUPIDE

On ne s'attarderait pas aux turpitudes de ce « roi des voleurs » s'il ne s'agissait d'argent public et de trahisons. Et on ne comprendrait rien à Talleyrand, dont le nom est indissolublement lié aux Affaires étrangères, si on oubliait qu'il fut dès ses débuts un homme d'argent. C'est de finances qu'il s'occupe comme agent général du clergé. Il fréquente le banquier Panchaud qui l'initie. Mirabeau le recommande à Calonne. En octobre 1789, il ambitionne de succéder à Necker. A l'Assemblée nationale, il s'intéresse principalement aux affaires financières dont il apparaît comme un spécialiste. Il agiote et il joue, gros jeu.

En 1797, Carnot l'accusait d'avoir vendu son Dieu, son ordre et son roi. Dans les années suivantes, il aurait touché un million de la Prusse, un autre de la République Cisalpine, un troisième de l'Espagne et un demi-million du Portugal (son traitement de ministre est de 100 000 F par an). Habile à flatter et à se justifier, Talleyrand répondra un jour à une question de Bonaparte sur sa fortune : « J'avais acheté de la rente le 17 brumaire et je l'ai revendue trois jours plus tard. » Il a toujours su mettre en application ce cynique précepte : « Pour faire fortune, ce n'est pas de l'esprit qu'il faut, c'est de la délicatesse qu'il ne faut pas. »

LES MILLIONS DU MINISTRE

Après le traité de Lunéville, les princes allemands dépossédés de la rive gauche du Rhin se précipitèrent chez Talleyrand pour obtenir des principautés ecclésiastiques sécularisées. Ce fut la curée au plus offrant, le moins-disant perdant tout simplement sa mise. Talleyrand et ses entremetteurs auraient touché douze millions ! Devenir grand chambellan en 1804 lui rapporte 200 000 francs par an. Devenir prince de Bénévent en 1806 (principauté près de Naples où il ne se rendit jamais) ne rapporte qu'une misère : 40 000 francs par an, en plus du titre d'Altesse Sérénissime. Heureusement, la création de la Confédération du Rhin avec son nouveau découpage d'Etats et son nouveau dessin de frontières va contraindre les intéressés à venir à Paris offrir à Talleyrand des sommes considérables en échange de promesses plus ou moins tenues. C'est encore près de trois millions qui rentrent dans ses caisses. L'électeur de Saxe qui devient roi lui verse un million. L'année suivante, les nobles polonais lui donnent pour restaurer leur pays quatre millions que Talleyrand leur rendra (pour une fois) après le traité de Tilsitt. Sa démission forcée du ministère en juillet 1807 est largement compensée par une grande dignité de l'Empire (celle de vice-grand-électeur, « Le seul vice qu'il n'eût point encore » dira Fouché) à laquelle il aspirait depuis 1804.

En janvier 1809, Napoléon, qui est rentré en catastrophe d'Espagne, alerté par des informations sur une conspiration Fouché-Talleyrand, fait à ce dernier la scène mémorable dont la postérité a retenu les formules cinglantes des deux protagonistes : « Vous êtes de la m... dans un bas de soie. » Et du grand chambellan sortant de la pièce : « C'est grand dommage qu'un si grand homme soit si mal élevé. » Dès le lendemain, Talleyrand prend contact avec Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, et lui fait comprendre qu'il a besoin de quelques centaines de milliers de francs. L'entretien des princes espagnols, prisonniers chez lui, à Valençay, coûte si cher... On convient de transiter par Francfort où le prince-primat Dalberg est l'oncle d'un protégé de Talleyrand. Des informations sur les projets de l'Empereur contre de l'argent, beaucoup d'argent.

En 1810, la ville de Hambourg lui verse quatre millions pour ne pas être réunie à l'Empire français. En 1811, il demande 1 500 000 F au tsar qui refuse, et des licences d'importations à Nesselrode à l'ambassade de Russie.

Talleyrand cupide, n'est pas avare, il est même généreux et mène grand train. Finalement, Napoléon peu ou prou apaisé, qui estime son aisance, sa subtilité, et sa virtuosité dans le monde des cours souveraines et qui avoue que Champagny, son successeur, ne le vaut pas, et de loin, vient au secours de son ex-ministre : 1 300 000 F pour lui acheter l'hôtel Matignon, un million et demi pour le loyer de Valençay habité par les princes espagnols depuis trois ans et, en échange, seulement 630 000 F à rembourser à Hambourg qui, réuni à l'Empire français, a porté plainte auprès de l'Empereur ! Cette générosité, Talleyrand l'encaisse, mais n'en a cure. Il attend maintenant la fin. Ayant abandonné définitivement Napoléon en 1814, devenu chef du gouvernement provisoire, il reçoit d'importantes sommes pour « disposer les esprits », joue sur la rente, « taxe » les uns et les autres. Mme de Staël confirme : « Il a vendu les Alliés aux Bourbons et les Bourbons aux Alliés. » Au congrès de Vienne encore il touchera des millions d'ici et de là, comme les six millions de Ferdinand des Deux-Siciles

pour recouvrer son trône de Naples. En 1817, n'étant plus aux affaires, il offrira même à Metternich de lui vendre sa correspondance de ministre avec Napoléon. Il semble que Metternich consulta les originaux, en prit connaissance et les rendit sans rien payer... A voleur, voleur et demi !

Decrès a formulé l'épilogue de cette histoire d'argent : « Comment voulez-vous que cet homme ne soit pas riche. Il a vendu tous ceux qui l'ont acheté. »

Talleyrand ne serait pas le « diable d'homme » que Napoléon a dit (il l'a dit aussi de Fouché) s'il n'était pas capable, si nécessaire, de passer de l'argent au sang. Il poussa sûrement Bonaparte dans la capture du duc d'Enghien, jugeant à ce moment la cause des Bourbons à la fois compromise et dangereuse pour lui. Comme un ignorant le pressait de démissionner pour protester, il eut cette réponse réaliste : « Si, comme vous le dites, Bonaparte s'est rendu coupable d'un crime, ce n'est pas une raison pour que je me rende coupable d'une sottise. »

MALHEUR AU GOUVERNEMENT QUI ME NEGLIGE

Quel rôle a-t-il eu dans la rocambolesque affaire Maubreuil qui l'accusa de lui avoir donné mission d'assassiner Napoléon en 1814 et qui se contenta de dérober le trésor de la reine de Westphalie, dont une partie ne fut jamais retrouvée ? Talleyrand a quand même écrit à la duchesse de Courlande : « L'Empereur mort, la régence arrangerait tout le monde. » Ce qui a fasciné les contemporains et leurs successeurs, c'est que l'appât du gain, la débauche, la trahison, la mauvaise foi cousinaient chez Talleyrand avec une élégance physique, une grâce dans les rapports, un art du langage poussé à la perfection et une impassibilité hautaine (un visage à «tête de mort») ; de cette sorte qui faisait dire à Thiers plus prosaïquement : « Je ne suis qu'un vieux parapluie sur lequel il pleut depuis quarante ans : qu'est-ce que me font quelques gouttes de plus ou de moins ? » Devant les crises de colère de Napoléon, il se contenait sans peine. Louis XVIII lui-même spirituel, « recru d'épreuves » et flegmatique, était davantage capable de le décontenancer. Ils étaient de la même race, celle des non-parvenus qui ne doivent jamais perdre leur sang-froid.

Ce qui a fasciné et fascine toujours, c'est que l'esprit le plus acéré (le prince de Ligne écrivait au prince d'Arenberg en 1807 : « Il n'y a plus de Français au monde que lui et vous et moi qui ne le sommes pas. »), l'attitude la plus insolente, l'air le plus négligent, la légèreté, recouvraient chez Talleyrand une infaillible lucidité. D'où, en 1812, cette analyse sans pitié : « Voilà le commencement de la fin » et au début de 1814 le méprisant regret confié à Savary : « Voyez, Monsieur, quelle chute dans l'Histoire ! Donner son nom à des aventures au lieu de le donner à son siècle ! » Talleyrand avait depuis si longtemps manifesté ses réserves pour qu'il ne soit pas, au moins dans ce cas, suspect de versatilité. Cette lucidité explique que sa vénalité ne s'exerça que dans le sens de sa propre opinion, jamais dans le sens contraire, et qu'il ne fut pas homme à se laisser acheter par n'importe quelle cause. La sagesse, la modération et l'orgueil intellectuel semblent bien avoir été plus forts encore que l'immoralité.

UNE VENALITE GRACIEUSE

Ce qui demeure fascinant, c'est que cette lucidité ne naissait pas de la réflexion immédiate mais s'avancait précédée de loin par une perception aiguë de l'avenir, quoique toujours avec des critères d'Ancien Régime. Il avait de la divination mais il n'était pas un visionnaire. Sainte-Beuve l'a bien résumé : « Le bon sens, avec sa béquille, a rattrapé le génie avec son vol d'aigle. »

Il arriva à Talleyrand de se tromper – même s'il mentit effrontément plus tard pour se disculper – en engageant Napoléon à se lancer dans l'affaire d'Espagne. Rien ne permet de penser que ce fut à ce moment là pour perdre l'Empereur. En revanche, il succomba à sa formation d'Ancien Régime, reprenant la politique de Louis XIV pour installer son petit-fils à Madrid.

Il lui arriva aussi de ne pas savoir pousser ses avantages. « Trop paresseux », c'est lui qui l'a confessé. En avril 1814, il était peut-être possible d'obtenir plus de la bienveillance du tsar en ne se pressant pas de signer la convention qui abandonnait tous les gages extérieurs encore possédés par la France. Mais il n'avait pas de sentiment national (« la patrie avant tout » était inconnue à ce représentant de l'ancienne aristocratie), il n'aimait pas les luttes longues et opiniâtres, répugnait à s'imposer, préférant les conférences et les salons où il pouvait manœuvrer à son gré des intérêts divergents pour aboutir à une entente qui était plus son succès propre que celui de son pays. Pour ce même motif du « droit des princes », il refusa au congrès de Vienne que le roi de Saxe fut dépossédé au profit de la Prusse et « déplacé » sur le trône d'un royaume de la rive gauche du Rhin à créer, ce qui eût éloigné la Prusse des frontières françaises.

Il lui arriva aussi de présumer de son pouvoir. Prendre le régicide Fouché avec lui dans le gouvernement de la seconde Restauration était trop provoquer les Bourbons et les émigrés. Accepter le rôle de Premier ministre ne convenait pas à son indolence, à sa désinvolte lenteur dans l'action et à son peu de goût pour le commandement. Le ministère ne dura pas trois mois. « Homme de cour et de diplomatie, non de gouvernement », a jugé Guizot.

En revanche, quand il ne fut plus que pair de France, il sut prévoir à nouveau les difficultés où le régime légitimiste s'enfoncerait jusqu'à sa perte. « Il y a quelqu'un qui a plus d'esprit que Voltaire, plus d'esprit que Bonaparte, plus d'esprit que chacun des directeurs, que chacun des ministres passés, présents, à venir : c'est tout le monde. »

Il a sans doute dit : « Je n'ai jamais abandonné un régime avant qu'il ne se fût abandonné lui-même. » Pour Talleyrand, tous les régimes s'abandonnaient un jour ou l'autre. Lui jamais. Son treizième et dernier serment, à Louis-Philippe, prouvait que les régimes passaient sans l'entraîner avec eux.

Il y a un incommensurable orgueil et un formidable appétit de jouissance dans cette réplique qu'il aurait faite à Louis XVIII : « J'ai en moi quelque chose d'inexplicable qui porte malheur au gouvernement qui me néglige. » Tout le monde avait fini par le croire. C'était son secret.

Mai 2000

Talleyrand en quelques dates

1754 : naissance à Paris.

1779 : ordonné prêtre à Reims.

1780 : agent général du clergé de France.

1789 : évêque d'Autun. Député du clergé aux Etats généraux. Député à la Constituante.

1791 : résigne son siège d'Autun.

1792 : diplomate en mission à Londres.

1792-1796 : émigre en Angleterre puis aux Etats-Unis.

1797-1799 : ministre des Relations extérieures du Directoire.

1799-1807 : ministre des Relations extérieures de Bonaparte puis de Napoléon.

1802 : épouse Mme Grant.

1804 : nommé grand chambellan.

1807 : démissionne de son ministère, nommé vice-grand-électeur.

1808 : intrigue contre Napoléon au congrès d'Erfurt.

1809 : disgracié par Napoléon qui lui ôte sa fonction de grand chambellan.

1810 : rentre en grâce progressivement.

1813 : refuse de reprendre son ministère.

1814 : président du gouvernement provisoire (avril), fait voter la déchéance de Napoléon. Ministre des Affaires étrangères de Louis XVIII (mai). Nommé à la Chambre des pairs (juin). Participe au congrès de Vienne (septembre).

1815 : nommé président du Conseil et ministre des Affaires étrangères (juillet). « Démissionné » du ministère et nommé grand chambellan (septembre).

1816-1830 : siège à la Chambre des pairs où il rejoint peu à peu l'opposition.

1830 : préconise l'appel aux Orléans.

1830-1834 : ambassadeur à Londres. signe le traité fondateur de la Belgique.

1838 : meurt à Paris. Enterré à Valençay.